



Guerre civile

16/08/2006

BEYROUTH/BERLIN

(Compte-rendu de la rédaction) - Avant l'envoi de soldats de la Bundeswehr dans le Proche-Orient, des critiques libanais mettent en garde contre une nouvelle guerre civile. Une intervention militaire allemande non plus "ne pourra pas neutraliser le mélange explosif" d'intérêts occidentaux, arabes et iraniens, estime l'historien de Beyrouth, le professeur Abdel-Raouf Sinno, lors d'un entretien avec german-foreign-policy.com. Tandis qu'à Berlin circulent différents scénarios sur les types d'unités qui sont sensés intervenir au Liban, Sinno attire l'attention sur la concurrence persistante entre l'Allemagne et la France concernant la Méditerranée orientale, depuis que des entreprises allemandes ont commencé à s'y étendre à grande échelle. Les contradictions entre les pays occidentaux se manifestent dans le "Grand Moyen Orient", projet américain d'une colonie de matières premières, et conduisent à la déstabilisation croissante d'une région entière.

Selon des informations circulant à Berlin, le ministre de la défense, Franz Josef Jung, présentera jeudi, lors d'une conférence à New York de pays susceptibles d'envoyer des troupes, l'offre allemande pour une intervention occidentale au Liban. La prise en charge d'activités de renseignements et de surveillance par la Bundeswehr est toujours considérée comme possible, des politiciens de la défense plaident en particulier en faveur de l'intervention de navires de guerre pour contrôler les eaux territoriales libanaises. La police fédérale pourrait également surveiller la frontière libano-syrienne ; le Service technique de secours (Technisches Hilfswerk, THW) est également prêt à intervenir, selon des milieux gouvernementaux. Toutes ces propositions se heurtent pourtant à des critiques au Liban. L'historien libanais Abdel-Raouf Sinno déclare lors d'un entretien avec german-foreign-policy.com qu'il "n'approuve pas que l'Allemagne envoie ses troupes au Liban". Sinno est spécialiste de l'histoire des relations germano-libanaises et considère que dans le cas d'une intervention militaire occidentale une nouvelle guerre civile serait possible - "soit que le Hezbollah refuse de se laisser désarmer, soit que le faible gouvernement libanais l'essaie par la force".[1]

Revers

Selon l'avis de Sinno, Berlin essaie de nouveau de renforcer sa position au Proche-Orient par la prise d'une fonction de médiateur, tout en poursuivant des objectifs égoïstes. Le gouvernement fédéral veut mettre en oeuvre le stationnement des troupes "dans tous les cas en coopération avec le Liban, plus précisément avec le Hezbollah, la Syrie et l'Iran", observe Sinno: "L'Allemagne veut de nouveau apparaître comme un médiateur". Lors de ces tentatives, la politique étrangère allemande a subi un revers hier. Le président syrien a dit clairement, avant la rencontre prévue, que son pays ne se laisserait pas impliquer dans les plans de médiation et insiste sur une position indépendante. Après quoi, le ministre des affaires étrangères, Steinmeier, a dû renoncer à son voyage prévu à Damas.

Concurrence

Le comportement allemand de médiateur rencontre également de l'hostilité à Paris. La pomme de discorde est la prétention allemande de mettre de l'ordre dans l'ancienne sphère coloniale française. Paris, qui auparavant régnait sur le Liban et la Syrie, a une grande influence à Beyrouth. Que le ministre des affaires étrangères allemand ait échoué maintenant à Damas a certainement été reçu avec satisfaction en France. Depuis que des entreprises allemandes ont commencé à s'étendre à grande échelle pour ouvrir de nouveaux débouchés, des luttes de concurrence se font jour entre l'Allemagne et la France dans la partie orientale de la Méditerranée. Le but est de prendre une position de leader dans l'occupation géopolitique et l'exploitation des états arabes. La politique étrangère allemande a déjà commencé avec des travaux préparatifs longtemps avant l'allégation de vouloir défendre le droit d'existence d'Israël.

Soutien national

La politique allemande au Proche-Orient a connu son premier grand essor sous le règne de Guillaume II. Avant 1871, seules les églises allemandes avaient d'importants intérêts en Palestine et en Syrie; les échanges bilatéraux restaient faibles malgré certains accords commerciaux. Seules les crises économiques du début de l'empire

ont forcé la recherche de nouveaux débouchés pour les produits de l'industrie allemande et également intensifié le commerce allemand vers le Proche-Orient. Une aggravation de la concurrence à l'intérieur de l'Europe ne manquait pas d'arriver. Avec la création, en 1897, de la Banque allemande de Palestine, soutenue par le ministère des affaires étrangères, les milieux financiers ont essayé "d'offrir un meilleur soutien aux intérêts allemands en Orient auprès d'une banque nationale." [2] Tandis que la banque réussissait rapidement à s'imposer face à la Banque Impériale Ottomane et face au Crédit Lyonnais, la position économique allemande en Syrie et en Palestine est restée, malgré un essor notable, relativement faible comparée à celle des autres puissances européennes.

"Nuire à la France"

Même avec des mesures d'influence politique il n'a pas été possible de repousser les concurrents européens en Syrie et en Palestine. Au milieu des années 1880, les conflits grandissants entre Paris et Berlin se reflétaient également en Syrie: Depuis 1887 des navires de guerre allemands se rendaient régulièrement devant la côte syrienne. Dans les années 1890, la montée des conflits entre Berlin et Paris se reflétait également en Syrie: A partir de 1887, des navires de guerre allemands se rendaient régulièrement devant la côte syrienne, dans les années 1890 une dispute a éclaté avec la France concernant la fonction de protecteur des catholiques allemands vivant au Proche-Orient. Il est "en général utile", écrivait en juin 1898 le secrétaire d'état au ministère des affaires étrangères de l'époque, "de soutenir tout ce qui d'un côté pourrait nuire au prestige français au Levant et qui d'un autre côté pourrait maintenir en éveil l'antagonisme émergeant entre les catholiques allemands et français dans les affaires d'Orient." [3] Le voyage en Orient de Guillaume II en automne 1898 a renforcé les relations économiques de l'Allemagne et ont conduit entre autre à la construction de la ligne de chemin de fer de Bagdad par des entreprises allemandes. Malgré cela la presse allemande résumait un an avant le début de la Première Guerre mondiale: "Le fait (...) ne peut être nié que la situation actuelle assure toujours à la France une position politique supérieure en Syrie et en Palestine." [4]

Occupation

Malgré l'effondrement à la fin de la Première Guerre mondiale, les intérêts du commerce extérieur ont conduit à une nouvelle expansion au Proche-Orient sous la République de Weimar. Après la conclusion d'un accord commercial avec la Grande-Bretagne, puissance mandataire, l'Allemagne est bientôt devenue le deuxième partenaire économique de la Palestine. Dans la partie orientale de la Méditerranée, Berlin revendiquait surtout des "droits à la participation à l'exploitation des sources pétrolières", déclarait le ministère des affaires étrangères en août 1940. "Ces directives devront par contre rester confidentielles", pouvait-on lire dans une circulaire du ministère par égard pour certaines élites arabes qui coopéraient avec L'Allemagne nazie, "surtout elles ne devront pas être communiquées à des personnalités arabes."[5] Début 1942 une circulaire élaborée pour le ministère des affaires étrangères concrétisait les intérêts allemands au Proche-Orient: "Le but de notre avance dans l'espace arabe sera, à côté de l'occupation de l'Iraq, de la Syrie et de la Palestine, le Canal de Suez et le Golfe persique. (...) Il va falloir préparer la reprise des installations pétrolières dans les différentes régions de l'Arabie et de l'Iran (Kirkuk, Khanaqin, Abadan, Koweït, Bahreïn)."[6]

Chaos

L'occupation d'une grande partie du Proche-Orient, prévue à cette époque, est maintenant accomplie ou imminente - par une coalition d'états industrialisés qui auparavant étaient ennemis, y compris le concurrent allemand. Etant donné que les participants ne peuvent pas s'entendre sur une stratégie homogène et que tous cherchent leurs propres avantages, la région entière risque de tomber dans le chaos, selon le scénario du projet américain d'un "Grand Moyen Orient". Le Liban est la victime la plus récente. "Les puissances européennes, qui croient gagner ici, perdront", estime professeur Sinno, lors d'un entretien avec cette rédaction.

Lisez aussi le [Interview avec Prof. Abdel-Raouf Sinno](#). Lisez aussi: [Kriegserklärung](#), [Der Ermittler](#), [Dummy Foundations](#), [Der Weg nach Damaskus](#) et [Der Vermittler](#)

- [1] Lisez aussi [Interview mit Prof. Abdel-Raouf Sinno](#)
- [2] Karl Strasser: Die deutschen Banken im Ausland, München 1925
- [3] Abdel-Raouf Sinno: Deutsche Interessen in Syrien und Palästina 1841-1898; Berlin 1982
- [4] Kölnische Zeitung 16.07.1913
- [5] Rundschreiben des Auswärtigen Amts vom 20. August 1940, zitiert nach: Rheinisches JournalistInnenbüro (Hg.): "Unsere Opfer zählen nicht". Die Dritte Welt im Zweiten Weltkrieg, Berlin 2005
- [6] Zum Kaukasus, zum Ural und weiter... Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion am 22. Juni 1941; junge Welt 22.06.2001